

# Génération des formes fonctionnelles intégratives et des mouvements "générationnels" : construction d'une typologie dans une approche comparée France-Maghreb

Gérard PREVOST \*

Dans la continuité de mon texte "Association, auto-organisation et changement social ; le cas des jeunes issus de l'immigration maghrébine en France"<sup>1</sup>, je présente ici un rapport d'étape d'une recherche diachronique portant sur une période longue. Depuis les principes théoriques qu'il établit, il s'agira de justifier des hypothèses de recherches induites par la question : "l'apparition et le développement des associations en Algérie correspond-il à un mouvement social ?". Elle invoque l'analyse de leurs dimensions en termes générationnels - c'est à dire, l'articulation, ou le degré de liaison, des mouvements proprement sociaux qui les portent avec les effets générationnels, de génération intellectuelle notamment -, aptes à fournir une grille de lecture du paradigme dans lequel s'inscrit leur dynamique.

La problématique relative à un tel questionnement repose sur une analyse comparative, socio-historique, des conditions de surgissement d'un processus générationnel, social et / ou intellectuel, en Europe et au Maghreb - pour la France, les mouvements des enfants des immigrés maghrébins des années 60 -, de leurs modalités propres et de leurs implications en termes de changements social et politique.

Aussi, n'est-il pas seulement question des rapports entre les formes institutionnelles ou informelles des regroupements associatifs et l'Etat : en demande d'État, c'est à dire aussi pour sa consolidation et, même quand ils sont en dénégation antiétatiques, la métamorphose - c'est à dire les adaptations en continuité sous des ruptures partielles et conjoncturelles - de ses formes historiques héritées, ou en "contre-

---

<sup>\*</sup> Maître de conférence en sociologue politique, Université Paris VIII.

<sup>1</sup> - *Insaniyat*, CRASC-Oran, n° 8 - Mai-Août 1999, Vol. III, 2.

Etat", supposé, dissimulé ou affirmé. Cela concerne surtout les mouvements historiques, proprement socio-politiques, qui produisent et portent les configurations étatiques, tout autant que leurs transformations, et dans lesquels s'insèrent, donc s'analysent, la formation des groupements hors structure étatique (notamment les associations) - qui sous-entend les formes de l'organisation, les valeurs, les idéologies, les objectifs (annoncés, présumés ou comme leurres,   courts ou à longs termes, etc.) et leur classement social (position dans la structure sociale hiérarchique), leur degré et/ou leur volonté, comme leur non-volonté (elles aussi affirmées ou d ni es) d'autonomie ; si les associations ont un affichage d'organes indépendants de l'Etat, parce que leur légitimité en dépend, cela ne signifie nullement qu'elles n'en soient pas des instruments de continuités d'Etat, de rapports de pouvoir : c'est-à-dire de reproduction de rapports sociaux.

L'intérêt se rapporte bien sûr à la production d'une lecture des processus politiques, économiques et sociaux en cours et de leur dynamique. Je reviens en préalable sur quelques points essentiels à l'étude des rapports entre les regroupements d'individus - les associations au sens générique - et le changement social, en se posant la question : si une association est un groupement d'individus en vue d'objectifs communs non satisfait par "l'Etat tutélaire", agit-elle comme mouvement social, ou à quelles conditions peut-on considérer qu'elle agit comme mouvement social en vue d'un changement social et quel est son type ?

## Typologie

Cela invite, comme il est traditionnel depuis la réception des méthodes w b riennes, à produire des typologies afin de mettre de l'ordre dans le flot des surgissements des phénomènes sociaux. Synchroniques, elles sont généralement désincarnées, faisant la plupart du temps le catalogue des activités déployées par les associations : sport, culture, etc., se référant à des inflexions de celles-ci pour rendre compte de la pluralité des champs qu'elles peuvent occuper, leur non articulation, ou leur articulation avec la Machine Politico Administrative (MPA), telle la reconnaissance d'intérêt public. Diachroniques, si elles rendent bien compte de l'évolution des associations en termes de pratiques, de fonctionnement, impliquant la

notion de génération (c'est le cas des typologies françaises portant sur les associations des jeunes issus de l'immigration), elles ne permettent pas de répondre à la question que nous nous posons, que l'on peut formuler aussi de la façon suivante : qui est à l'initiative et quel est le facteur déclencheur du changement social : l'association, ou les institutions de l'Etat ? Qui favorise qui, qui aide qui etc. Autrement dit qui transforme qui ? Ceci oriente vers une approche interactionniste des rapports Etat / société dans le cadre de modes dominants de la rationalité, des paradigmes sur lesquels s'opèrent les définitions fonctionnelles qu'ils guident.

Il faut partir d'abord d'une typologie simple fondée sur les *pratiques* des associations : d'une part celles dont les pratiques sont orientées vers le maintien du système social et d'autre part celles dont les pratiques sont orientées vers sa transformation. Mais ce n'est pas suffisant, il faut expliquer comment elles deviennent l'une ou l'autre : Au coeur du processus se trouvent des mécanismes, faisant intervenir les concepts de *récupération* et d'*instrumentalisation*, dont la déclinaison par l'État dans des opérations et des dispositifs, permet l'accroissement des méthodes de reproduction de la division sociale, de l'hégémonie des modes de valorisation capitaliste et, par suite, le renforcement des systèmes de mise sous dépendance de l'État.

C'est pourquoi, une typologie des associations relève moins d'une quelconque classification, quelconque par rapport à la diversité des variables qui peuvent être choisies, que d'une **typologie des modes de médiatisation** entre État et formes associatives, c'est à dire une typologie des associations en tant que groupes médiateurs entre État et populations cibles.

## **Instrumentalisation et récupération**

L'"instrumentalisation" semble admise aujourd'hui dans les études françaises. Par contre, l'intérêt heuristique de la notion de "récupération" ne paraît pas suffisamment prise au sérieux. Dans la série des nouveaux concepts sociologiques, on lui préfère celui d'*invention* dont j'ai indiqué qu'il exposait possiblement, par le fait qu'il tend à diluer le rôle de l'État, au risque de négliger les

dynamiques qui agissent dans les institutions sociales<sup>2</sup>. L'“instrumentalisation” indique qu'un fait ou des pratiques sociales déviantes - qu'elles soient marginales et / ou délinquantes, ou bien protestataires et / ou contestataires, y compris les cas de rébellion - ont été réinterprétées par rapport à des valeurs et des institutions dominantes, afin de les rendre intégrables dans celles-ci par des opérations nécessitant des dispositifs et des investissements de formes (arsenal législatif et politiques publiques). Ce transfert de valeurs qui réalise l'*intégration*, c'est-à-dire aussi la *socialisation*, à partir du détournement de sens initiaux par lequel sont captées des pratiques déviantes, correspond à la *récupération* en vue de les faire correspondre, sous des modalités ad hoc, aux formes dominantes (instrumentalisation). Ces concepts révèlent la réalité très pragmatique de ces derniers, articulant les processus d'intégration sociale utile à leur légitimité, donc à leur pérennité (maintien de l'ordre social), et de désintégration sociale (produite par la valorisation capitaliste) sur laquelle se refait du social non valorisé (pratiques et valeurs : voir infra, le concept de *fuite*), mais dont le système à besoin, tant pour sa légitimité que pour se renouveler.

La récupération est ainsi celle de la créativité sociale servant à nourrir la valorisation par la transformation d'activités et d'objets non marchands en produits marchandisables, ou en normes nouvelles institutionnalisables. L'on peut rapporter cette propriété à l'analyse des systèmes de démocratie dans une optique différente de celle développée en science politique. C'est à dire comme analyse

---

<sup>2</sup> - *Insaniyat*, Op. Cit. Cependant, en accord sur ce point avec le concept d'“invention”, il faut absolument exclure la notion de complot, qui serait mené à travers l'Etat par telle ou telle segment social, ou “classe”, en position dominante, de même que celle de “direction” institutionnelle spécifique pour orienter dans un sens unique. Il faut voir cette tendance en tant que, comme aimait à le dire Cornélius Castoriadis, “tout conspire à aller dans la même direction”. Ceci pointe l'hégémonie des “abstractions réelles” dans lesquelles les individus sont encastrés. Elles orientent leurs conduites parce qu'ils ne les maîtrisent pas ; pour qu'ils les maîtrisent, il faudrait qu'elles n'apparaissent plus comme “nécessaires”, ou que leur “nécessité” ne soient plus une raison suffisante. Cela implique de mettre à jour les constructions sociales historiques qui, pour parler comme Pierre Bourdieu, ont mis les individus sous cet empire de la “nécessité”, autrement dit d'élucider les modalités qui, médiatisées par des objectivités sociales imposent leur dynamique dans l'ensemble des choses sociales et viennent envahir les rapports sociaux. Cette permanence qui pèse continuellement sur les rapports sociaux montre aussi la circulation causale réciproque de la violence entre *choses sociales* et *rapports sociaux* faisant finalement de ceux-ci des produits sociaux conditionnant le “lien social”.

rapportant la “démocratie” à une fonctionnalité en vue du fonctionnement des économies capitalistes de marché, une analyse dont l’avantage permet entre autre de mieux comprendre pourquoi les systèmes politiques démocratiques sont si fragiles. Cela pointe en effet ce qui les distingue d’autres formes de rapports sociaux et de modalités de la décision politique comme ceux qui naissent dans les processus d’autonomisation -les processus conduisant à l’apparition d’associations et de partis systémiques ou anti-système- de la “démocratie”, que celle-ci a pour fonction de récupérer pour les “intégrer” dans les formes dominantes.

Cette modalité *récupération-instrumentalisation*, par sa fonction de mise en valeur de la valorisation accrochée à l’acquisition des différents capitaux, organise tous les systèmes de représentation insérés (ou intégrés, c’est-à-dire systémiques) dans les sociétés où dominant la valorisation capitaliste. Tous y sont soumis. Et il en résulte des effets sociaux, telle la production-reproduction d’élites sociales hiérarchisées, assurant sous des configurations de ruptures, des continuités correspondant à la continuité du mode de valorisation capitaliste. Pour beaucoup de dirigeants des associations, la conduite rationnelle, en vue d’objectifs ou de projets, ne peut être séparée dans leur exercice, des rapports et des processus de domination, eux-mêmes associés étroitement à des rapports et des processus de valorisation. Il en résulte que leurs pratiques rationnelles sont calculs de trajectoires dans des champs de force, tentatives de participer dans de bonnes conditions à des systèmes de domination pour éviter autant que possible de vivre dans la soumission. Tout cela jette une lumière crue sur la **concurrence**.

---

<sup>3</sup> - Les systèmes de marché actuels assujettis à la doctrine de la valorisation et du profit mesuré en capitaux, fonctionnent notamment sur la base d’effets symboliques, faisant surgir par exemple la “liberté” depuis la “diversité de choix”. Une liberté évidemment illusoire car c’est surtout une injonction, c’est à dire une contrainte qui pèse sur les individus, transférée en “liberté du sujet” afin de donner une réalité aux constructions idéologiques de la “modernité”. Du 19ème siècle à aujourd’hui, la “liberté” vit sous l’emprise des abstractions réelles (cf. note 2), comme matériel idéologique actif, imprégnant les choses et les rapports sociaux (ce qui permet d’ouvrir des espaces pour le procès de récupération) de légitimation de la valorisation capitaliste.

C'est la reproduction des systèmes institutionnels de reproduction et de classement social ; cela a été le cas avec la transformation-transfert des codes de l'ancienne aristocratie dans la république<sup>4</sup>. Il en

---

<sup>4</sup> - On en trouve une autre illustration empirique avec les conseils municipaux d'enfants, dont j'expose ici quelques éléments synthétiques rapprochés à ma grille d'analyse. Dans ces derniers, c'est l'"enfance" qui est "captée". Sous le motif officiel de "former à la citoyenneté", la récupération de l'imaginaire des enfants y est encore plus ostentatoire. Et l'on perçoit mieux son double aspect : de reformulation par les "experts" adultes de la politique et d'apprentissage de normes sociales aptes à légitimer la soumission aux experts en général, c'est à dire l'apprentissage de l'acceptation de la "supériorité" de leurs avis. On y relève aussi l'empire des fascinations qui structure leur activité de fabrication et de transmission de normes en direction des enfants : fascination des représentations proprement contemporaines du "jeunisme", fascination du monde technologique massivement investie face à l'informatique et au mouvement de création des "starts up", etc. ; un empire de la fascination qui procure tous les artifices propres à porter la valorisation - prestige, constructions élitaires et construction d'élites, etc. - au statut de paradigme du bonheur et du bien être. Cela s'observe de la même façon avec l'utilisation récurrente actuellement de la notion de "démocratie participative" par les Maires des communes : c'est à dire comment ils la récupèrent pour construire pour eux-mêmes et pour leurs mandants, à travers des actions ritualisées réunissant surtout les clientèles électorales, la "croyance" en son accomplissement.

Dans les Conseils Municipaux d'Enfants (CME), c'est une certaine représentation imaginée de "l'élite" qui influe sur la présentation et la désignation du "maire" des enfants : le plus malin, le plus stratège, le plus rigolo, le moins complexé, le plus dévergondé, le plus désinhibé. Toujours donnés oralement par l'encadrement (souvent les instituteurs) les objectifs sont de nature discursive : "apprentissage de la démocratie et formation de citoyens actifs", car ils sont immédiatement par la procédure ; le Maire "adulte" est toujours présent : il "officialise" le CME. Pourquoi cette officialisation ? En fait c'est parce que le Maire "adulte" organise toute la procédure, donne des leçons, moralise, coupe et monopolise la parole, conseille, etc. Le doyen "jeune" désigné est ainsi relégué. Le procès de sélection des "élites" commence ainsi. Ensuite il s'agit de : donner de l'importance aux élus "jeunes" sous le regard de la société normative, les parents réunis en spectateurs et le Maire "adulte" qui cherche à justifier et consolider son prestige auprès d'eux. Si celui-ci le maire affirme "je suis très content d'être ici", l'enfant élu maire du CME lui répondra en écho " je suis très content d'être élu", conforté par le "bravo" du maire.

Le flou le plus total règne en général sur le mode d'élection de ceux qui siègent, sur les fonctions du CME, sur les options pédagogiques, sur le mode de fonctionnement ultérieur des CME. Certes, s'agit-il de "représenter les jeunes" qui "peuvent ainsi faire des propositions" et même "les voir mises en oeuvre" ; un adulte est toujours là pour nuancer : "si les idées sont bonnes"! Dans ces séances les adultes se privent peu de propos machistes vis à vis des filles, faisant le lien entre la nature des propositions et le sexe de ceux qui les font. Parmi ces propositions édifiantes : "apprendre l'Euro à nos parents".

Il est de toute façon très rare que les propositions soient suivies d'un début de concrétisation. On en averti souvent les enfants, en guise de fin non recevoir anticipée, par un laconique, "deux ans c'est long et c'est court". Les programmes des candidats reproduisent assez fidèlement la hiérarchie institutionnelle et ses appareils de prestige attachés : "représenter le CME aux côtés du maire", "représenter le CME à l'intérieur et à l'extérieur de la ville", "assurer la continuité", "réaliser les projets des jeunes", "être leur porte-parole". Du coup, les CME sont tenus de participer aux manifestations du 11 novembre sans délibération aucune, sous l'injonction de mimer les adultes au monument aux morts. Ce qui est visé oriente vers la valorisation par le carriérisme politique et professionnel.

est de même pour les associations ou les partis politiques qui “récupèrent” l’expressions des militants<sup>5</sup>, ou leurs contestations, afin de les intégrer après reformulation dans les discours officiels pour permettre : la continuité des individus dans la hiérarchie interne, la reproduction des modes et des jeux de classement, tout autant que celle du système de hiérarchisation et de sélection de leurs élites. Dans les associations, donc dans les partis, l’“auto-transformation” des agents qui est la dimension émancipatrice de l’action apte à construire de véritables pouvoirs collectifs, est toujours tenue en suspicion par les dirigeants. Ainsi, la position de l’auto-transformation se confronte-t-elle toujours à cette dimension restrictive de l’action collective qui se traduit par la “récupération” à laquelle, pour les servir, s’emploient les dirigeants à l’encontre, notamment, des “tendances”, des “courants” ou des “contre pouvoirs” internes.

### **Procédures de fuite, récupération et rationalité**

Le postulat théorique impliqué par ces analyses est le suivant : l’“association” résulte d’un phénomène que j’appelle “procédure de fuite”. C’est la tendance à échapper aux contraintes du monde concurrentiel engendré par les abstractions réelles. Elle représente ce qui fut sélectionné par la sélection naturelle entraînant “l’effet réversif de l’évolution” vers la civilisation. La civilisation correspond au processus d’émancipation de la recherche de puissance par des stratégies d’acquisition de capital. Cependant, elle est toujours “reprise” (récupérée) par la violence d’une rationalité obligeant à

---

<sup>5</sup> - Les partis politiques sont aussi des associations. Les assimiler aux formes associatives manifeste les avantages de notre typologie. Elle permet de mesurer la dépendance étatique des associations, ou pour les associations non systémiques, d’indépendance (toujours relative en tant qu’elles se présentent comme des alternatives, soit en termes de contenus, de pratiques etc., ou de production d’élites sociales de remplacement), d’une part en fonction de leurs modes de rapport à l’Etat et, d’autre part par rapport à leur degré d’intégration (associations systémiques), ou de non-intégration (associations anti-système) à la Machine Politico Administrative. L’intérêt consiste à montrer que la séparation par commodité théorique entre associations, par un critère de systémicité, ne doit pas cacher la fluidité qui existe entre elles du fait de leurs pratiques concrètes. Mais cela a une autre conséquence décisive : en montrant la relativité de l’autonomie des associations par rapport à l’Etat, se trouve éliminé le risque de caractérisations fausses sur la “société civile” opposant Etat et Société, c’est à dire aussi que cela élimine le risque de se confronter à des problèmes théoriques et pratiques dus à leurs fonctions idéologiques et politiques.

obtenir une reconnaissance sociale à travers la position que l'on occupe dans le champ de la valorisation, des appréciations et des évaluations marchandes. C'est pourquoi les individus sont amenés à rechercher une liberté ouvrant sur d'autres mondes ou sur des arrières mondes <sup>6</sup>.

La sociologisation de ce processus fait intervenir l'ambivalence de la subjectivité : les individus sont de plein pied avec leur subjectivité, partagés entre adaptation et recherche de liberté. C'est une subjectivité sans cesse travaillée par l'imposition normative de la "conduite rationnelle", signifiant une domestication de la vie pulsionnelle et une domination de l'activité de travail sur la personnalité, de même que sur les activités hors travail que l'on confond souvent avec les activités de loisirs<sup>7</sup>. Dans les sociétés de la performance compétitive, la conduite rationnelle est obligation d'utiliser des pratiques et pas d'autres, dans le but de rechercher des solutions les plus efficaces pour la production de valeurs, non comme solutions pour les hommes et en vue d'une harmonie entre eux, mais afin de construire pour soi-même (c'est à dire d'" tre" construit), et pour l'exercer sur les autres, un pouvoir qui ne peut s'obtenir que par une course dans la recherche de la valorisation, nécessitant sans cesse de s'échapper des conditions sociales de l'individuation et s'illusionner du coup sur l'abondance des connexions sociales de l'individualité.

Or, malgré cette "raison" instrumentale qui motive la "conduite rationnelle" dans le cadre capitaliste, il y a toujours la capacité et la possibilité de prendre ses distances par rapport à la vie et au déploiement du capital et à ses valeurs : le monde enchanté et fascinant de la marchandise. Cela est d'autant plus nécessaire que l'obligation d'occulter les présupposés sociaux des activités individuelles est proprement désocialisation, désintégration. De ce fait, il conduit irr m diatement au d enchantement du monde et à considérer ce monde d enchant  comme irrationnel. Il n'y a dès lors

---

<sup>6</sup> - Sous une autre forme, j'ai traité de cette proposition dans mon texte : "Nouvelle citoyenneté ou dépolitisation du citoyen", in *L'Homme et la Société*, L'Harmattan, n  121-122, 1996/3-4.

<sup>7</sup> - J'ai traité de ce problème dans "Les métamorphoses autour du concept clé d'émancipation", in *L'Homme et la Société*, L'Harmattan, N)132-133, 1999/2-3.



d'autres possibilités que d'entrer dans des procédures de *fuite*, que le système étatique a pour tâche de "détourner" par la *récupération*.

## **Retournement des lignes de fuite : de la classe à l'individu**

En l'état actuel des conditions d'où l'homme tire ses caractéristiques : fabrication de l'inconscient individuel et collectif par enculturation, et en fonction des modalités propres à chaque groupe ou culture, de normes et des codes sociaux (aujourd'hui la valorisation dans le cadre capitaliste) -, la subjectivité est donc ambivalente. Et c'est sa propriété de conservation sociale qui autorise précisément la récupération ; elle lui permet d'agir comme contre tendance à la fuite, c'est à dire, en jouant sur l'autre face de l'ambivalence, comme proposition de conservation sociale<sup>8</sup>.

Cette notion de retournement des lignes de fuite permet de mettre en rapport toutes les hypothèses développées en analyse comparée des politiques publiques<sup>9</sup>, ce n'est pas son moindre avantage, embrassant la période moderne et pouvant s'appliquer, sous réserve d'inventaire, à d'autres périodes et à d'autres pays comme méthode d'analyse historique. Si l'on examine d'autres analogies, celles qui concernent le désarmement des forces sociales issues de la résistance en 1945, celles qui se rapportent à la captation des savoir-faire ouvriers par le capital, tel que l'a développée André Gorz : observée aujourd'hui avec les

---

<sup>8</sup> - Parmi les analogies empiriques de ce modèle, on peut prendre le cas de la *fuite* de l'un ou de l'autre des membres du couple conjugal vers des procédures d'indépendance. L'ambivalence renvoie au fantôme du chaos assurant le retour par la tendance à la conservation sociale. L'absence de cette propriété de l'ambivalence permet de faire naître la catégorie de "folie", quand le retour à la norme s'avère défectueux ou impossible. La folie ou ses formes intermédiaires, telles les "dépressions", correspondent à des procédures de fuite qui, en regard des normes dominantes, sont représentées par l'aspiration vers le "chaos", en fait, des autres mondes ou des arrières mondes, lorsqu'aucun filet social n'a été efficace pour l'obvier : les associations, les modalités de récupération étatiques par des politiques publiques notamment. Dans cette dernière, se trouve la multiplicité des actions thérapeutiques. Elles sont des fuites individuelles, dont le retour est difficile, parce qu'elles n'ont pas rencontré de processus collectif (filet social : les regroupements associatifs) ouvrant sur l'espoir d'autres mondes, lesquels on l'a vu sont soumis à la *récupération* procédant des techniques du retour à la norme. On distingue ici le cadre d'intervention propre aux métiers du travail social

<sup>9</sup> - Voir François-Xavier Merrien, "État et politiques sociales : contribution à une théorie néo-institutionnaliste", in *Sociologie du Travail*, N° 3/90, qui fait le point sur les diverses problématiques en analyse sociologique comparée.

Start up, les Organismes Génétiquement Modifiés<sup>10</sup> ou le traitement actuel du “retour à la campagne”, jouant sur les valeurs nouvelles du retour à la nature, de l’écologie et de l’environnement -après, et dans le prolongement de la récupération des trajectoires de fuite post soixante huit-, elles sont globalement des activités d’état en vue de la récupération de la “créativité sociale”. En France par exemple, l’activité de “retournement” concerne autant les approches de la genèse des politiques sociales aux 19 me et 20 me siècle par l’hypothèse du choix opéré par la “bonne société” pour se protéger des maladies présumées être le lot des pauvres, que par la formation des classes et l’institutionnalisation de “lutte de classes” ou par la libéralisation du droit d’association.

## **Institutionnalisation de la “lutte de classes” et associatinnisme**

L’institutionnalisation de la “lutte de classes” constitue une modalité spécifique du “procès de captation” de la “créativité sociale”, rapportée à l’élaboration-formulation de projets sociétaux. Elle est, de cette façon, transportée par les abstractions réelles (les symboliques du capitalisme) dans les “arrangements” sociaux, la négociation collective par exemple ; c’est une captation *médiatisée*, c’est à dire qu’elle procède de l’articulation d’un mouvement double de captation : celui qui vient du haut - le système global où agissent les abstractions réelles capitalistes -, visant à capter tout un ensemble social (un groupe social et ses institutions), et celui venant du bas qui est transformation et reformulation des aspirations à l’autonomie - procédures de *fuite*, autrement dit, des tentatives pour maîtriser les abstractions réelles, ou pour s’en séparer - par les directions au sein des organisations ouvrières pour les mettre en connexité avec les contraintes du haut. C’est ce dernier mouvement qui entraîne des contestations des directions, obligeant celles-ci   s’en prémunir par des opérations supplémentaires de captation de leurs significations, opérations qui ne peuvent réussir que par l’acceptation

---

<sup>10</sup> - Et la relation qu’il établit avec la notion de *Général Intellect*  voqu e par Marx dans les *Grundrisse*, in *Variations*, n  1, 2001.

par le haut de nouvelles modalités permettant à ce procédé de médiatisation d'être sauvegardé.

Un tel dispositif constitue un "système d'arrangements" produisant des effets en termes de transformations de rapports sociaux, de classes, de représentations sociales, etc ; parmi ces effets<sup>11</sup>, figure la naissance des bureaucraties ouvrières et leur consolidation . C'est cette activité de "retournement" des procédures de *fuite* qui constitue au sens propre le travail "d'intégration" : elle "réoriente" vers la "valorisation" comme rationalité de l'ajustement des fins aux moyens. D'où la relation réciproque entre l'engourdissement des valeurs idéelles et le fait qu'elles puissent aussi se représenter comme des valeurs de "contre valorisation". Les notions d'"instrumentalisation" et de "récupération" prennent sens dans ce travail étatique. D'où le rôle désormais incontournable des dispositifs d'*évaluation*, mesurant les conduites rationnelles de la vie, en tant qu'autodiscipline, qui évaluent soi-même et les autres et qui évaluent les autres par rapport à soi-même, pour faire entrer dans le champ de la monétarisation et de la valorisation. Elle tend ainsi à absolutiser les conduites de valorisation, dépréciant d'autres formes de rationalité comme irrationnelles : la gratuité, le don, l'intelligence intuitive des situations, le savoir social, etc. Comme dans les dispositifs des "politiques de la ville" en France, on y apprend à éliminer ce qui est absence de calcul, intérêt spontané pour autrui, pour lui substituer des échanges d'équivalents abstraits, et reléguer au second plan les comportements affectifs collectifs. Il faut que cela devienne une "hantise", hantise de la maîtrise de tous les aspects touchant à cette rationalité : capacité d'adaptation aux conjonctures, etc. Avec ce travail étatique, sous des investissements de formes (les politiques publiques), on se trouve en présence d'un système complexe et vaste *d'équilibrage* - au sens de nivellement, d'uniformisation - des habitus sociaux, cherchant à atteindre un optimum

---

<sup>11</sup> - Dans une perspective wébérienne, on peut rapporter ces processus à la substitution de l'éthique de la "conviction" par celle de la "responsabilité", c'est à dire, la substitution d'une rationalité instrumentale des moyens en vue d'une fin par une rationalité exclusive instrumentale des moyens comme fin en soi.

Pour y parvenir, l'état a d  actualiser continuellement ces modalités, c'est pourquoi le maghreb ne n'est pas le seul à connaître des transitions, les pays européens aussi. L  bas, on les appelle "transitions démocratiques". Cependant, ce dont il s'agit convoque non une transition "vers" la démocratie, notion parfaitement abstraite, mais une transition concernant les "formes" de la démocratie. En effet, à partir des années 80, la démocratie issue du conflit central entre des classes sociales antagoniques s'est métamorphosée en "extension de la liberté" attachée à des pratiques procédurales (que certains dénoncent comme démocratie des juges) en défense de la valorisation. Cette variation calculée de l'état a du s'accompagner de schèmes nouveaux pour les substituer à ce qu'il entendait faire disparaître. Sch mes symboliques, telles la disparition de la classe ouvrière, de la fin du travail et de la société industrielle, etc., auxquels pour servir leur légitimation, il a fallu donner une réalité au prix de reformulation sous des constructions idéologiques.

Dans ce contexte, les formes associationnistes et la définition de leur rôle ont connu également une transition entre des structures fédératives nationales et leur balkanisation<sup>12</sup>   l'intérieur des mutations des formes de contrôle institutionnelle, telle la décentralisation

---

<sup>12</sup> - Contrairement aux pays anglo-saxons où la "récupération" fonctionne massivement depuis longtemps et où, du coup, les associations se sont développées sans faire l'objet de droits spécifiques nécessitant des procédures de contrôle - première citation en 1601 dans le droit coutumier en Grande-Bretagne, pas de loi particulière aux Etats-Unis -, en France, la loi Le Chapelier a interdit les corps intermédiaires qui pourraient "diviser la nation" Seul Marat semble avoir contesté la dimension politique de cette mesure de réduction des droits d'expression dans *L'Ami du Peuple* : "Usurpation des droits de la souveraineté du peuple par ses représentants". Elle fut abrogée en 1884, après l'arrivée des républicains au pouvoir, de peur de voir les associations trust es par les congrégations religieuses et par les partis révolutionnaires. Elle participait donc aussi de la promotion de la laicit  ayant débouché sur la séparation de l' glise et de l'état et accompagnait, dans le prolongement d'une loi sur les associations professionnelles, la reconnaissance des syndicats C.G.T. en 1895, par le ministre de l'intérieur Pierre Waldeck-Rousseau. Depuis la loi de 1901 sur la liberté d'association qu'il inspira, avec la restriction de ne pas porter "atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement", les associations se sont progressivement centralisées, en même temps qu'émergeaient les formes institutionnelles de l'état social (Cf. supra, l'institutionnalisation de la lutte de classes). Formes fédératives qui ont été déconstruites par l'action étatique pour adapter les associations au nouveau contexte ; et parce que la "valorisation de la valorisation" est un primat généralisé à l'ensemble de la vie sociale qui oblige à produire sans discontinuités de l'obsolescence. Ce fut le cas de la déclaration d'obsolescence de l'Education Populaire dans les années 80 par l'introduction de l'idéologie et des pratiques de marché. et de la nouveauté ; "il faut changer" est devenu une hantise pour les dirigeants d'associations pour qui il fallait aussi que le "vieux" et le "neuf" ne soient pas en rupture.

développée à présent sous le sceau de la “bonne gouvernance”<sup>13</sup>. C’est donc une transition conduisant de la démocratie par la citoyenneté nationale à une démocratie d’individus.

Ainsi, depuis la production des classes au 19<sup>ème</sup> siècle, l’émergence du paradigme de l’individu aujourd’hui accompagne-t-elle la montée en puissance de la notion de “société civile”, avec un enjeu très fort puisqu’il s’agit d’en faire un concept utile pour passer d’un paradigme apte à refonder des nouvelles perspectives d’organisation sociale, notamment par sa capacité à produire des formes de développement associatif et communautaires, éventuellement sous des figures de contre valorisation capitaliste, vers le paradigme du “marché”. Autrement dit en fonction de son instrumentalisation pour le fonctionnement du marché et de la valorisation. Dans ce cadre, les regroupements associatifs ne sont donc plus conçus fondamentalement pour servir la socialité, mais comme des modes transitionnels faisant sortir d’une *socialité de proximité*, pour une *socialité fondée sur la distance*. On passe de l’“intégration” à l’“insertion” qui, dans le nouveau paradigme doit, pour les individus, correspondre à une seconde nature obligeant à passer à travers les concurrences et les affrontements pour *trouver sa place*. Cela implique une nouvelle conception du lien social et de la socialité fondée sur la valorisation individuelle. Une conduite de contre valorisation, nécessairement fondée sur une socialité et des liens collectifs, oblige à *conquérir* ces derniers contre l’environnement hostile, contre les rapports de valorisation / dévalorisation, d’appréciation / dépréciation, dans ce que les hommes font les uns contre les autres, et les uns avec les autres.

## **Associationnisme et générations intellectuelles**

L’Etat représente l’expérience accumulée de ces mutations, il emmagasine ces expériences antérieures et leurs résultats. Et c’est de là que l’on peut comprendre le poids et le rôle des mouvements générationnels et intellectuels. D’eux dépendent en effet les formes dominantes de la conduite de la vie rationnelle. Cela met en exergue deux choses du point de vue typologique : les formes associatives sont

---

<sup>13</sup> - Dont j’ai présenté les prolégomènes. Gérard Prévost, “Introduction à l’étude du concept de *gouvernance*”, in *Idara*, Alger, Ed ENA, septembre 2001.

des supports de ce mouvement générationnel, et elles sont les instruments de formation et d'émergence des futures élites (ceci est largement admis aujourd'hui dans la sociologie des associations). Cela, on l'a vu, résulte du travail de récupération qui engage des différenciations au sein des associations et par lequel la conservation sociale transforme tout contre pouvoir (ou contre Etat) en continuité d'Etat. Mais plus encore, ce travail, qui dans les mutations des formes d'Etat participe à leur production, s'inscrit dans des mouvements générationnels, avec des générations intellectuelles porteuses d'idéaux faisant transiter des paradigmes sociétaux.

### **Le cas des jeunes issus de l'immigration en France**

Il semble admis aujourd'hui que le "mouvement des jeunes issus de l'immigration" a été instrumentalisé par les différents niveaux de la machine politico-administrative de l'Etat. Cependant, c'est une instrumentalisation dont le sens et la raison se lisent en regard de la montée en puissance du paradigme individualiste, tant à travers la pensée et la pratique économique que dans les politiques publiques qui s'en nourrissent, parce que, précisément, elles visent à y adapter les populations. Ainsi, si la notion d'"instrumentalisation" est admise, la portée théorique du concept de "récupération" ne l'est pas. Il exprime pourtant une modalité rendant intelligible la dynamique des mouvements à base associative.

Le mouvement des enfants des immigrés des années 60, procède de la scansion générationnelle qui transporte et transmet des continuités et qui porte, sous l'apparence de ruptures, le surgissement des adaptations que l'on appelle "changement social". Des circonstances historiques peuvent laisser croire, par effet générationnel, à une rupture de la continuité. Il ne s'agit pourtant que de degré ou d'échelle de ruptures qui n'obtient en rien à la transmission des éléments stables à travers les variations historiques. Ces phénomènes sociaux, dont les traits particuliers orientent vers des caractérisations générationnelles, ne le sont qu'en tant qu'ils permettent d'articuler rupture et continuité, qu'ils fournissent le support intellectuel et social du passage entre l'avant et l'après, en perpétuant, entre autres continuités, le processus historique d'émergence de l'Etat et sa dynamique vers l'étatisation des sociétés. C'est pourquoi les successions générationnelles, qui associent mouvement social et génération intellectuelle, en tant

qu'elles expriment des demandes d'État, ne semblent être que des naissances "pour l'État" - c'est ce que montrent les expériences historiques depuis deux siècles. Les ruptures qui en résultent ne cessent, par le travail, proprement étatique, de la Machine Politico-Administrative de l'État ("récupération" et "instrumentalisation"), de se rapporter à des opérations d'affinement de l'État, à le débarrasser de ce qui est devenu inutile, superflu, ou qui bloque son redéploiement dans une nouvelle configuration ; en lui assurant sa fonction fondamentale, elles lui donnent un nouveau visage pratique et conceptuel en rapport avec l'actualisation des formes de matérialisation de l'économie de marché.

Le mouvement des enfants des immigrés s'est constitué dès le début avec les activités interculturelles des années 70. Sa dynamique et sa capacité d'entraînement des autres catégories inscraient les enfants, sans qu'ils en aient conscience, dans une recreation symbolique d'unité ouvrière : unissant des identités nationales et culturelles distinctes sous une figure de classe multiculturelle : une catégorie-classe en formation, sorte de formulation embryonnaire d'un mouvement générationnel produisant un questionnement social, culturel et politique auxquels se confrontait la jeunesse dans son ensemble. Très vite, le mouvement a rencontré les fonctionnalités de l'État et la structure des classements sociaux à l'œuvre avec l'ouverture libérale présentée comme réponse adéquate à la montée du chômage et de la pauvreté.

Et si, à l'époque, les enfants revendiquent la "nation", s'ils se donnent comme volonté "d'être plus français que les français", c'est qu'ils pensaient dissoudre ainsi le mode d'"intégration", désigné en France sous le "modèle républicain" - un modèle républicain au sens où il se nourrit surtout des représentations coloniales -, qui tendait à séparer ouvriers et immigrés. Mais parce que leur "rupture" transporte ce type de continuités, ils ont pu s'offrir au "saisissement" de leur potentiel, de créativité ou comme force de travail, par l'État entièrement mobilisé à les reformuler en instruments des adaptations nécessaires. Mais comme c'est aussi le mode par lequel une "génération" peut agir - celle là comme toute autre - les enfants se sont trouvés enfermés dans cette relation instrumentale réciproque avec la Machine politico - administrative : d'un côté, instrumentalisation de l'État par les enfants en vue d'une revendication d'existence dans

l'espace public, de reconnaissance physique et de reconnaissance de droits, de l'autre, instrumentalisation des enfants par l'état sous une stratégie d'"intégration" consistant à "récupérer" les contenus virtuels qu'expriment leur "mise en mouvement", pour, après un remodelage spécifique, les repropoter en activités concrètes dans l'ordre des exigences conjoncturelles, politiques, économiques et sociales.

Il existe une certaine analogie entre cet "enfermement" des enfants dans la relation instrumentale avec l'état et l'enfermement des parents dans le mouvement ouvrier national. En effet, l'histoire où se forme la mémoire de ces derniers est aussi celle de la discorde entre l'histoire ouvrière nationale et leur propre histoire nationale. Ce mélange d'histoires et de leurs représentations mémorielles procède des modes de surgissement de l'état national, devenu social, qui a conformé la classe ouvrière en la nationalisant grâce à l'association des organisations ouvrières au cadre national. Il a rendu impossible toute lutte sociale et politique autonome des immigrés tant avant les indépendances, qu'après.

Aussi, la rupture des enfants avec une identité de classe procède-t-elle d'un certain atavisme. C'était une identité de classe qui s'imposait comme une identité de "classe nationale", où "l'autre", l'ouvrier algérien, n'était accepté que comme "travailleur", c'est-à-dire non comme un "citoyen", car les droits qui définissent ce dernier ne sont acceptés qu'à condition d'être un "national". Il est donc fondé de rapprocher l'impossibilité des parents à intégrer le mouvement ouvrier de façon spécifique avec la nécessité affirmée des enfants d'un mouvement autonome que leur autorisera la loi d'octobre 1981 sur les associations abrogeant le décret de 1939. Leur position d'interface entre leurs parents et la société française a, dans une large mesure, favorisé la visibilisation des immigrés qui commençaient ainsi à rompre leur anonymat imposé - invisibilisation et instrumentalisation par les organisations ouvrières qui avaient été leur mode d'"intégration" sous imposition coloniale et nationale -, prélude à l'affichage d'un dualisme vécu depuis toujours et volontairement ignoré.

C'est de cette histoire, à la fois intime et originale, que naîtra le mouvement, non d'un "refus d'oublier", donc non d'une continuité. Cependant, ce n'est pas parce qu'ils "s'autorisent" ce qui fut interdit à leur parents que les enfants vont s'installer dans le double registre de



la promotion et de la reconnaissance sociale en créanciers de la dette coloniale, sorte de “revanche sociale” usant de la violence pour victimiser ceux qui vivent la même condition sociale<sup>14</sup>, qu’ils vont être conduits, sous la forme d’un mouvement générationnel et par un mode d’apparition spécifique, à se séparer de la tradition ouvrière de leur parent et de la tradition ouvrière en général. Mais parce que, ce qui était un mouvement social fut traité par la Machine Politico-Administrative comme “problème d’intégration” ; cela permettait en outre de lui imputer en partie la cause des problèmes sociaux, autrement dit de désigner un bouc-émissaire.

Ainsi, plus encore, se sont-ils heurtés frontalement à des continuités d’État largement sous dépendance d’un mouvement générationnel de plus longue durée non encore épuisé, dont mai 68 fut le révélateur. Un mouvement générationnel qui s’est imposé comme “intellectuel générationnel” parce qu’il procédait d’une préparation sociale portée par un mouvement de longue et de moyenne durée articulé sur des luttes sociales.

Le surgissement de 1968 advient à l’issue d’une dilatation du procès de “classe-moyennisation” de la société né au 19<sup>ème</sup> siècle, à l’intérieur du procès de production des classes - ouvrière et bourgeoise - et de leur articulation conflictuelle. C’est une dilatation rythmée par des événements fondateurs et par autant de marqueurs qui ont donné à la “génération” sa légitimité historique. La guerre d’Algérie, le mendésisme, le Parti Socialiste Unifié (PSU), le militantisme urbain etc. s’associent à ces moments sur le parcours qui mène à l’apparition d’une génération intellectuelle dont mai 1968 fut le révélateur de son épanouissement et le moment d’irruption de son élite sociale

---

<sup>14</sup> - Encore faut-il voir dans la violence des enfants des immigrés maghrébins, des effets proprement sociologiques découlant de ce que l’on appelle la “dette coloniale”. Par rapport à leurs pères, la dette coloniale constitue une spoliation majeure, c’est une surdette où ils sont impliqués, car elle se traduit par une incertitude massive sur cette population, raccourcissant son horizon de choix et rendant par-là inopérant les arbitrages du type “moins aujourd’hui, pour plus et mieux demain” : la dette coloniale est un droit de propriété. L’incertitude les pousse à reconstituer par des moyens privés le capital qu’ils ont perdu, avec des conséquences sur la perte de légitimité des règles collectives perçues comme un obstacle à ces stratégies de reconstitution d’un capital privé. Or, celles-ci sont précisément essentielles aux transactions et à “l’esprit de marché”, ou de “contrat”, que la “gouvernance” et les politiques publiques de la ville se donnent pour objet d’inculquer aux jeunes dans les quartiers. D’où l’effort de l’Etat par l’incitation-récupération de leurs formes d’auto-organisation.

et politique. Si 1968 est l'irruption d'une génération revendiquant une place pour mettre en oeuvre ses aspirations, elle n'a pu le faire qu'en étant légitimée par un conflit de classe important. Posant, certes, le problème du pouvoir et obligeant l'Etat à repenser son mode de fonctionnement, elle fut aussi le support opportun et adéquat à la légitimation des politiques libérales présentées comme la solution appropriée face à la montée du chômage.

Les années 80 auront ainsi vu cet épanouissement d'un mouvement prenant forme dans une génération exécutant son projet articulé sur un discours de "l'individu sujet et acteur" avec une mise en crise de l'Etat-providence et la valorisation des thèses libérales. A l'origine du passage d'un paradigme dominé par le sujet collectif à celui, avec le retour de philosophie du sujet, de l'acteur individuel, la génération de 68 y a inséré ses représentations du rapport " tat / société" pour lesquelles elle a postulé au pouvoir. Ce projet a été l'objet d'un immense chantier, à l'occasion d'une conjoncture de "crise" non vraiment voulue ni prévue, visant à mettre en oeuvre cette utopie du "sujet-acteur" pour le faire advenir dans une génération "intégrée" mythique. Une chirurgie sociale pour parler comme Abdelmalek Sayad, pour effacer l'ancien et le remplacer par des choses "modernes" dont la vertu était de s'accorder avec le mode d'imposition de l'idéologie libérale - pour effacer en même temps les formes antérieures de régulation résultant de deux siècles d'histoire sociale -, et pour conforter ceux qui, au sein de la hiérarchie politico-étatique, avaient intérêt à faire vivre ainsi la génération des enfants des immigrés : création de corps d'encadrement nouveaux et plus spécialisés, technologie sociale etc. La génération des enfants a été une façon particulière de traiter un cas particulier de la reproduction sociale de l'ordre social.

Ils n'étaient pas dans des continuités d'Etat de longue durée. Revendiquant et se posant en candidat générationnel, ils venaient disputer la prépondérance du mouvement générationnel de 68. Mais n'ayant acquis la force nécessaire pour s'imposer, les débouchés qu'ils offraient se sont réduits ; non soutenus et non suffisamment reconnus par des mouvements sociaux paradigmatiques dans lesquels ils n'ont pu s'insérer - ou représenter -, ils se sont trouvés dans une configuration toujours largement sous la dépendance générationnelle inscrite dans l'après mai 1968. Aussi, parce qu'ils ne sont pas dans des

continuités d'État portés par des mouvements de longue durée, se sont-ils trouvés asphyxiés par ce déficit, et ils continuent de l'être. Ils ne semblent pas avoir eu d'autre choix : soit être "saisis", "attirés" ou "conquis", formes d'instrumentalisation par la génération intellectuelle issue de 1968, devenue légitimité d'État et de "projet sociétal" ; soit le "repli communautaire" ; l'un ou l'autre, ce qui paraissait le plus efficace à chacun. Encore faut-il apprécier la portée spécifiquement "française" du "repli communautaire" ; l'analogie avec le communautarisme anglo-saxon n'est en la matière pas toujours pertinente.

L'injonction "intégrez-vous!", résultait donc d'un projet étatique qui a ainsi entraîné une déconnexion partielle avec l'autre partie de la jeunesse ouvrière. Et c'est précisément cet aspect qui fut sélectionné par la Machine Polico-Administrative de l'État pour interdire toute transcroissance en mouvement générationnel, et sa centralisation qui l'aurait consacré. Dans cette compétition inégale le mouvement balbutiant va être déconstruit pour être reproposé en mouvement de la "deuxième génération" à "intégrer".

Ainsi, émanant d'une option impliquée par la globalisation et par son impact qui a comprimé la question sociale dans la ville, ce "travail" de l'État a-t-il enrayé la dynamique d'un mouvement prenant sa source dans une catégorie-classe, provoqué une balkanisation, une atomisation des enfants, sélectionné en leur sein des éléments et des élites attachés à l'État et entraîné des conflits entre plusieurs générations d'expériences militantes

Aujourd'hui, les enfants des immigrés entreprennent de s'approprier une mémoire par une sorte de plongée dans la recherche d'identités en regard d'un pays mythique ; ils ont stoppé le "projet migratoire" qui était un projet de retour, mais ils le stoppent en le prolongeant symboliquement. D'où une mémoire interprétative tendant à actualiser l'ethnicisation sous des expressions communautaires spécifiques qui donnent la coloration actuelle de la question sociale et sa forme urbaine, avec des cultures traversées par des constructions identitaires locales. Elles sont locales parce qu'elles se nourrissent de repères transnationaux qui, en même temps que la globalisation font perdre à l'État-nation sa centralité, contribuent à effacer la culture nationale comme référence identitaire. Et l'État veut les "saisir" en compensation de ce qu'il est en train de perdre.

C'est sous cette physionomie urbaine du déclin de l'Etat-national que se décline un "repli communautaire" spécifique des catégories populaires issues de l'immigration des années 60. Il correspond à une recherche identitaire dans un détour circonstanciel vers des origines mythiques et des mémoires introuvables, vers des temps historiques non reproductibles. Cependant, loin d'être une impasse, une telle démarche pourrait être le détour nécessaire à une implantation définitive sur le sol français. Cela correspondrait à une sortie définitive du modèle d'intégration colonial impliquant l'assimilation, pour un modèle conduit par une acculturation réciproque, posant le débat interculturel en termes syncrétiques.

### ***Les associations de femmes au Maghreb***

On observe des processus proches au Maghreb avec l'instrumentalisation des associations de femmes. Instrumentalisation qu'elles dénoncent par ailleurs en convoquant l'émergence de la "société civile" en tant qu'expression de l'imposition de la "modernité" contre "l'archaïsme". Notons, en regard des risques qui pourraient résulter de l'utilisation du concept de "société civile", que ces catégories ne possèdent aucune capacité heuristique, elles ne sont pas rigoureuses ; s'en garder consisterait plutôt à les appréhender comme des constructions sociales résultant de rapports de domination, et inscrites par conséquent dans des processus visant à assurer la continuité de ces derniers.

Il n'est pas certain non plus que la conquête des revendications spécifiques des femmes au Maghreb se situe dans l'alternative Islam ou non-Islam. La ramener à Dieu ou au non Dieu n'est pas, par exemple, une garantie pour un ciblage heuristique de la question de l'humanisme. Et postuler la laïcité comme issue est sans doute nécessaire, mais réducteur en regard des "abstractions réelles" qui pèsent sur les femmes. Elles enferment les hommes et les femmes dans une pluralité de rapports, autant ceux au sein de chaque genre qu'entre eux, pour produire les formes spécifiques de la domination des hommes en général et des femmes en particulier. Cette remarque pointe que, dans les conditions présentes au Maghreb, les associations de femmes peuvent fournir un appui fonctionnel et logistique pour la valorisation dans le cadre capitaliste et les mutations économiques (globalisation), surtout dès lors qu'agissent les mécanismes de

récupération, lesquels semblent facilités par le positionnement des associations de femmes dans leur rapport à l'État, avec une demande d'État qui tend ainsi à fétichiser la forme étatique auquel elle s'adresse.

La différenciation sociale et politique produite sur la base d'une antinomie entre "Islam" et "modernité" possède sans doute une réalité, à analyser en termes de rapports sociaux, alors que les femmes semblent plutôt l'inscrire dans une visée évolutionniste du "progrès", congruente avec la cause des effets qu'elles dénoncent par ailleurs : la valorisation dans le cadre capitaliste mondialisé, conduisant non à la libération des femmes, mais à d'autres différenciations sociales, c'est à dire à de nouvelles hiérarchisations en leur sein. Probablement, une posture de "résistance" ne peut-elle avoir des résultats pour l'ensemble des femmes au Maghreb sans que soit posée la question des rapports à l'Islam et celle de la production de valeurs nouvelles en regard des modes contemporains de domination et de leur construction historique. Les modes par lesquels fut obtenue la "parité" en France, démontrent bien l'efficacité des mécanismes de récupération par l'État, mais plus encore ceux-ci montrent-ils leur fonctionnalité en visée adaptative des modes dominants de la valorisation.

Les notions d'*instrumentalisation* et de *récupération* peuvent, dans cette perspective, rendre compte des formes à travers lesquelles, par exemple, se constituent les mouvements des femmes : leur degré d'autonomie, leurs usages sociaux et, en conséquence, leurs formes spécifiques contradictoires, c'est à dire les stratégies caractéristiques à des appartenances et/ou à des aspirations, pouvant se rapporter à des identités sociales de catégories (ou de classe). Il faut rappeler à cet égard les analyses produites à partir d'analogies historiques : les "pétroleuses" de la commune de Paris ou les "suffragettes" anglaises dans les années 1900 qui réclamaient le droit de voter, comme le feront les femmes pour le "droit de vote" après guerre en France, jusqu'au mouvement des femmes après 1968 qui ont revendiqué et obtenu le droit à l'avortement libre et gratuit ; mouvement prolongé pour le "droit au travail", pour un "emploi égal, salaire égal", contre la "double journée de travail" et finalement pour la "parité".

D'une façon générale, la pluralité des configurations historico-culturelles ont en commun d'être produites sous la domination d'objectivités réelles connexes. Elles ont engendré des types de

rapports sociaux, dont la domination masculine. Tout cela demeure une réalité des sociétés contemporaines qui imprègne tous les espaces de la vie, publics ou privés. D’où une lecture de cette dichotomie entre espace public et espace privé ouvrant sur des interprétations et sur un large champ théorico-pratique. Si la conceptualisation de Jürgen Habermas conduit à voir l’espace public comme image “moderne” du politique, comme un système où l’opinion et la volonté démocratique sont converties en des “droits” faisant entendre leurs raisons à l’ensemble de la société : du “peuple par le peuple”, on peut dans une autre approche, envisager l’espace public comme lieu où se trouvent mises en oeuvre les techniques de “récupération”, c’est à dire des lieux de reformulation des continuités en vue de leur adoption sous de nouvelles modalités.

Aussi, quand les associations de femmes au Maghreb parlent de “projet de société”, de quel projet s’agit-il ? La réponse est contingente à la “génération” d’une pensée sociale liée à la production de processus générationnels, c’est à dire conduits par une génération intellectuelle critique, en critique, ou en affinité, vis à vis des tendances au maintien de la reproduction sociale des modes de valorisation capitaliste et des rapports de domination qui en découlent. Il faut donc identifier les catégories sociales à l’oeuvre pour analyser les “projets de société” en présence et examiner leurs stratégies : orientées vers l’autonomie, ou orientées vers l’intégration, par rapport aux modèles dominant de pouvoir. On pourra ainsi identifier plus encore les paradigmes qui les structurent <sup>15</sup>.

Cette grille d’analyse des mouvements associatifs au Maghreb, et singulièrement en Algérie, devrait autoriser la mise à l’épreuve

---

<sup>15</sup> - Dans cette approche des formes associatives, une perspective complémentaire de recherche, devrait permettre d’analyser comment les catégories populaires basses sont amenés à revendiquer le “droit au savoir”. Et comprendre pourquoi, plus le niveau d’étude s’élève, plus le “désir” stratégique s’oriente vers la satisfaction des intérêts individuels. On peut lire sur ce même thème la thèse de François de Singly, *Fortune et infortune de la femme mariée*, Paris, P.U.F, 1987, portant sur les utilisations stratégiques d’acquisition de capitaux par les femmes. D’où l’interrogation sur l’humanisme. On peut comparer ce problème avec la façon dont il est abordé par les “mères de la place de mai” en Argentine. Pour elles, l’éducation et l’instruction doivent servir à aider les autres. L’autonomie est donc une catégorie décisive dès lors qu’elle permet de comprendre comment le rapport à l’état peut engendrer résistance ou soumission à “l’instrumentalisation” et à la “récupération”.

d'une hypothèse homologue à celle que j'ai expérimentée quant aux mouvements "beurs" en France. Ses attendus sont les suivants :

1 - les mouvements associatifs sont enfermés dans l'idéologie nationale et, plus encore, ils s'épuisent dans l'épuisement du nationalisme. La question générationnelle est celle de la sortie du nationalisme, c'est à dire de la sortie d'un mouvement générationnel qui a pris son essor dans une génération intellectuelle, depuis la création de l'Étoile Nord Africaine en 1925 par Messali Hadj. Dans la même approche, on peut considérer qu'elle se constitue pour des raisons politiques, en sortie des décombres de l'"Association de la Fraternité Islamique", dans le prolongement de la campagne à Paris du candidat communiste Hadj Ali Abdelkader aux législatives de 1924. Il a été soumis immédiatement au travail de récupération par l'Etat colonial (homologue à celle de l'institutionnalisation de la lutte de classes analysée, Cf. supra), de retournement de la *fuite* qui, articulé avec les caractéristiques historiques de plus longue durée, anthropologiques et culturelles, constituera le mouvement national. C'est dans cette histoire qu'est mise en jeu l'ENA, le P.P.A., le MTLD, le P.C. etc., jusqu'à la création du F.L.N. et au soulèvement de 54. Il est du coup tout à fait intéressant de poursuivre cette perspective pour analyser le transfert de continuités, tant sociales et politiques que celles provenant de l'Etat colonial sur lequel se calque le type d'Etat, l'Etat national, qui surgit avec l'indépendance. Ces continuités peuvent ainsi, plus encore, s'analyser comme *récupération* post coloniale, poursuivant ses effets et connectant le système naissant avec l'ancien colonisateur.

2- le mouvement associatif renvoie à une donnée sociologique fondamentale qui procède du procès d'émergence historique de "classe-moyennisation" à l'échelle mondiale. Autrement dit, son paradigme s'inscrit dans le paradigme libéral où est entraîné aujourd'hui le mouvement national. Il faudrait donc identifier les critères qui guident les associations dans cette compétition et leur positionnement par rapport au marché : mouvements de droits pour repenser l'Etat social, approfondissement de la démocratie sociale, ou favorables à l'ouverture libérale, c'est à dire dépassant les limites d'acceptabilité par l'Etat issu de la libération nationale. Mais par ailleurs, si les institutions de l'État national se calquent sur celles héritées de l'État colonial, celui-ci ne serait-il pas en train de servir

dans ce cadre, d'outil promotionnel d'une élite sociale progressivement orientée vers l'économie ouverte, ouvrant du coup sur des mécanismes de récupération qui trouvent aujourd'hui leur traduction dans les relations internationales et sur un mode néo-colonial ?

### **Médiatisation : médiateurs et médiation groupe**

Du point de vue typologique, en Algérie comme en France, il faut donc établir des critères qui permettent d'identifier le caractère systémique ou anti-systémique des associations, en continuité d'état, en contre-pouvoir d'état, ou en contre-Etat : les catégories sociales qu'elles servent, les formes du rapport réciproque avec l'état - contrat, accord, si conflit sur quoi il porte, etc. -, puis les analyser en regard du rapport de *récupération* "intégration/désintégration" et des formes d'émergence des élites, y compris dans leurs formes d n gatives.

Enfin, si la rationalité est culturelle, si elle est un rapport au monde où intervient la subjectivité humaine dans la conception de l'instrumentalité et des moyens pour y parvenir, elle n'est pas une pure rationalité instrumentale dont les fondements seraient seulement logiques (du bon travail et de l'efficacité), elle est culturelle et sociale c'est à dire **médiatisée** par le monde de l'objectivité. Aussi, une typologie des associations, doit-elle être construite selon les modalités par lesquelles l'Etat organise les médiations entre la pluralité des "capitaux" et les individus, et, surtout si l'on veut prendre au sérieux la notion de gouvernance : s'intéresser à l'emboitement de médiateurs et de médiation-groupe, c'est à dire pour comprendre comment la rationalité se transmet et se construit pour devenir une réalité culturelle et sociale.

On peut résumer ces modalités comme suit : comment la rationalité de la "valorisation" comme valeur sociale directrice imprègne, ou pas, les dispositifs associatifs et valorise la valorisation consistant à produire sans discontinuités de l'obsolescence ; comment les dispositifs de leur évaluation mesurent les conduites rationnelles de la vie en tant qu'autodiscipline pour faire entrer dans le champ de la monétarisation et de la valorisation ; comment sont dépréciées d'autres formes de rationalité comme irrationnelles ; comment l'espace est conçu pour obtenir une harmonisation des préférences, pour que se superposent le consommateurs et de citoyens :



égalisation-équilibre des conduites ; comment fonctionne et agit “l’association” par rapport à ses références identitaires. Ce qui est important ici, est moins l’appartenance et la pratique d’activité que la capacité à “résonner” selon les codes de la valorisation ; comment pour les dirigeants des associations, la rationalité par objectifs ne peut être séparée, dans leur exercice, des rapports et des processus de domination, eux-mêmes associés étroitement à des rapports et des processus de valorisation et comment il en résulte des pratiques rationnelles, soit pour tenter de participer dans de bonnes conditions à des systèmes de domination, soit pour éviter d’y vivre dans la soumission ; comment est incorporée la notion de bénévolat ; comment l’activité de récupération provoque des différenciations et de nouvelles procédures de fuite ; enfin, comment ils s’emboîtent dans l’optique de gouvernance. Ces modalités permettent de distribuer les associations dans une typologie constituée selon deux grands groupes :

***1 - Un groupe systémique, où l’autonomie n’est requise que comme “condition de légitimation”, c’est-à-dire dans la dénégaration de la connivence avec le système normatif.***

- les médiateurs et associations groupes-médiateurs entre l’Etat et les populations cibles. Ils permettent de les prendre dans les dispositifs étatiques (politiques de la ville). Ainsi participent-ils au niveau de l’opérationnel aux processus de leur production. Ce sont des médiations-groupes de type du commandement subalterne. On y retrouve les “sous officiers” de l’Etat : cadres du travail social et de l’animation, dont la tâche est de veiller à la mise en oeuvre et au respect des procédures. Elles sont donc le lieu de la socialisation du paradigme de l’action étatique fondée sur la valorisation individuelle.

- Les médiateurs et groupes-médiateurs du “capital”<sup>16</sup> par la production et le marché : y sont insérées les techniques publicitaires, celles des études de marché, et les sciences de la distribution. On trouve ainsi les associations-tests, permettant de mieux connaître et de fabriquer de nouveaux besoins par la mise en concurrence entre des offreurs de service ou de biens, qu’ils soient des gouvernements

---

<sup>16</sup> - J’emploie évidemment le terme “capital” dans son sens pluriel pour désigner la structure de la valorisation.

locaux (les associations de gestion) ou des prestataires privés (l' cole, la marchandisation de la prévention et de l'éducation populaire commencé en 1983 par la mise en concurrence des associations de service public avec les entreprises de biens privés entraînant les premières dans l'impératif catégorique de la "gestion entrepreneuriale"), ainsi que celles en rapport avec des marchés régionaux de biens publics concurrentiels et qui permettent des circulations d'agents (mobilité-flexibilité). Elles concernent surtout le sports et le loisirs et la culture.

- Les médiateurs relais du "capital" par la relation acheteurs-vendeurs de la marchandise qu'est la force de travail (les associations de formation, d'insertion, femmes relais etc. et les syndicats d'encadrement paritaires).

- Les médiateurs du "capital" entre le capital lui-même et les populations cibles fonctionnant dans la sphère de l'idéologie. Les producteurs idéologiques; les politiciens (les "formateurs d'opinion"), les professeurs en sciences humaines, les journalistes, les artistes etc. (la mode par exemple) et les groupes-médiateurs idéologiques (l'initiation à l'internet), mais aussi les partis politiques : leurs formes d'organisation et de sélection d'élites, et les formes d'introduction sur le "marché politique".

- Les médiateurs et groupes-médiateurs du "capital" vers les populations cibles par les sciences et techniques, ainsi qu'entre technique et production : les associations scientifiques développant des activités de laboratoire comme des auxiliaires scientifiques. Dans ce groupe-médiateur on trouve aussi les diffuseurs des technologues de projet etc., ces médiations agissent en soutien du système étatique en participant à la production et à l'exécution des politiques publiques.

- Les groupes-médiateurs du "capital" entre sciences et populations par la "citoyenneté" de coopération : associations contre l'incivilité, d'écologie ménagère et de tri sélectif des poubelles, de femmes pour la parité et les associations de défense de l'environnement.

***2 - Un groupe anti-systémique, où l'autonomie est nécessaire pour retenir les procédures de fuite dans "un projet sociétal" : où le conflit est la "preuve" de l'autonomie.***

- les groupes-médiateurs de la citoyenneté de contestation : les mouvements de droits, soutenus par les intellectuels qui critiquent le système dans les domaines des sciences sociales et naturelles (Droit Au Logement, ATTAC, Assises du Mouvement Social créées par Pierre Bourdieu, les “femmes pour l’égalité et la double exploitation”). Ces groupes-médiateurs sont des producteurs théoriques, mais peu impliqués dans la pratique des politiques publiques. Ils le sont par contre dans la pratique militante des mouvements de droits citoyens ; ils regroupent donc aussi les “pôles de radicalité” ou les “groupes révolutionnaires”.